Voltairenet.org

Réseau Voltaire

Irak, les pages d'histoire effacées

par Manlio Dinucci

L'invasion ce mois-ci d'une partie de l'Irak par une armée privée, l'Émirat islamique d'Irak et du Levant (ÉIIL), encadrée par les États-Unis, la France et l'Arabie saoudite n'est que la troisième guerre livrée par Washington à l'Irak. Ou plutôt, c'est la continuation d'une guerre qui a débuté en 1990 et n'est pas terminée, malgré le retrait des forces états-uniennes le 15 décembre 2011. Manlio Dinucci nous rappelle le sens de cette invasion dans sa perspective longue.

RÉSEAU VOLTAIRE | 18 JUIN 2014

ITALIANO



Depuis 24 ans, Washington « pacifie » l'Irak.

omme dans le roman d'Orwell, 1984, le Grand Frère politico-médiatique réécrit continuellement l'histoire, en effaçant des pages comme celles des deux guerres contre l'Irak, essentielles pour comprendre les événements actuels. Il est donc important de les reconstruire dans leurs termes essentiels.

La Première guerre de l'après-Guerre froide

L'Irak de Saddam Hussein, qui en envahissant le Koweït le 2 août 1990 fournit aux États-Unis le moyen de mettre en pratique la stratégie de l'après-Guerre froide, est le même Irak soutenu jusque peu de temps auparavant par les États-Unis. Depuis 1980, ils l'ont aidé dans la guerre contre l'Iran de Khomeiny, alors « *ennemi numéro un* ». Le Pentagone a également fourni au commandement irakien des photos satellitaires du déploiement iranien. Et, sur instruction de Washington, le Koweït a concédé à Bagdad de gros prêts.

Mais une fois la guerre terminée, en 1988, Washington craint que l'Irak, grâce aussi à l'assistance soviétique, ne prenne un rôle dominant dans la région. L'attitude du Koweït change en conséquence : il exige de Bagdad le remboursement immédiat de la dette et augmente l'extraction du pétrole du gisement de Rumaila qui s'étend sous les deux territoires. Il crée ainsi un dommage à l'Irak, sorti de huit années de guerre avec une dette extérieure de plus de 70 milliards de dollars. Saddam Hussein pense sortir de l'impasse en « re-annexant » le territoire koweitien qui, sur la base des frontières tracées en 1922 par le proconsul britannique Sir Percy Cox, barre l'accès de l'Irak au Golfe.

Les États-Unis, qui connaissent le plan dans les détails, laissent croire à Bagdad qu'ils veulent rester en dehors du contentieux. Le 25 juillet 1990, alors que les satellites militaires montrent que l'invasion est désormais imminente, l'ambassadrice étasunienne à Bagdad, April Glasbie, assure Saddam Hussein que les États-Unis n'ont aucune opinion sur sa dispute avec le Koweït et veulent les meilleures relations avec l'Irak. Une semaine plus tard, le 1er août, Saddam Hussein ordonne l'invasion, commettant une colossale erreur de calcul politique. Les États-Unis désignent l'ex allié comme ennemi numéro un et, une coalition internationale étant formée, envoient dans le Golfe une force de 750 000 hommes, dont 70 % sont états-uniens, sous les ordres du général Norman Schwarzkopf. Le 17 janvier 1991 commence l'opération « *Tempête du désert* ».

En 43 jours, dans ce qui a été défini comme « la plus intense campagne de bombardement de l'histoire », l'aviation US et alliée

(dont celle de la France et de l'Italie) effectue avec 2 800 avions plus de 110 000 sorties, larguant 250 000 bombes, dont celles à fragmentation qui lancent plus de 10 millions de sous-munitions. Le 23 février les troupes de la coalition, comprenant plus de 500 000 soldats, lancent l'offensive terrestre qui, après cent heures de carnage, se termine le 28 février avec un « cessez-le-feu temporaire » proclamé par le président Bush.

Personne ne connaît exactement le nombre de morts irakiens : selon une estimation environ 300 000, militaires et civils, sûrement beaucoup plus. Des milliers sont ensevelis vivants dans les tranchées avec des blindés, transformés en bulldozers.

L'embargo et l'occupation de l'Irak

Dans la première guerre, Washington décide de ne pas occuper l'Irak, pour ne pas alarmer Moscou dans la phase critique de la dissolution de l'URSS et ne pas favoriser l'Iran de Khomeiny. À cet effet on choisit à Washington d'avancer un pas après l'autre, d'abord en frappant l'Irak, puis en l'isolant par l'embargo.

Dans les dix années suivantes, à cause de l'embargo, meurent environ un demi million d'enfants irakiens, plus autant d'adultes, tués par la dénutrition chronique, par la carence d'eau potable, par les effets de l'uranium appauvri et le manque de médicaments.

Cette stratégie, initiée par le républicain Bush Sr. (1989-1993), est poursuivie par le démocrate Clinton (1993-2001). Mais, dans les années 90, certaines conditions changent. L'objectif de l'occupation de l'Irak, en position géostratégique clé dans la région moyen-orientale, est à présent jugé faisable. Le *Project for the New American Century*, un groupe de pression né pour « *promouvoir le leadership global américain* », demande en janvier 1998 au président Clinton d' « *entreprendre une action militaire pour éliminer Saddam Hussein du pouvoir* ». Dans un document successif, en septembre 2000, il précise que « *l'exigence de maintenir dans le Golfe une force militaire américaine consistante dépasse la question du régime de Saddam Hussein* », étant donné

que le Golfe est « *une région d'importance vitale* » dans laquelle les États-Unis doivent avoir « *un rôle permanent* ».

La nouvelle stratégie, dont George W. Bush (fils du président auteur de la première guerre) devient exécuteur, est décidée donc avant qu'il ne soit installé à la présidence en janvier 2001.

Cette stratégie reçoit une impulsion décisive avec les attentats terroristes du 11 septembre 2001 à New York et Washington (dont la régie —démontre une série de preuves— est sûrement interne). En février 2003, le secrétaire d'État Colin Powell présente au Conseil de sécurité de l'ONU les « preuves » —fournies par la CIA et qui se sont ensuite révélées fausses avec l'admission par Powell en personne— que le régime de Saddam Hussein possède des armes de destruction massives et soutient Al-Qaïda. Comme le Conseil de sécurité refuse d'autoriser la guerre, les États-Unis passent outre. Le 19 mars, la guerre commence. Le 1er mai, à bord du porte-avions Lincoln, le président Bush annonce « la libération de l'Irak », en soulignant que de cette façon les États-Unis « ont éliminé un allié d'Al-Qaïda ».

Manlio Dinucci

Traduction
Marie-Ange Patrizio

Source Il Manifesto

Source: « Irak, les pages d'histoire effacées », par Manlio Dinucci, Traduction Marie-Ange Patrizio, Il Manifesto, *Réseau Voltaire*, 18 juin 2014, www.voltairenet.org/article184347.html